

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/BFA/W/111/Rev.1
22 juin 2004

(04-2707)

Comité du budget, des finances et de l'administration

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES, DONS OU DONATIONS PROVENANT DE DONATEURS NON GOUVERNEMENTAUX

Révision

1. Sur recommandation du Comité du budget, des finances et de l'administration (WT/BFA/51), le Conseil général a approuvé, le 15 décembre 2000, les Directives concernant les contributions volontaires, dons ou donations provenant de donateurs non gouvernementaux (WT/GC/M/61). On trouvera ci-joint les directives initiales (annexe II).
2. Conformément au paragraphe 9 des Directives, le Comité du budget, des finances et de l'administration a entamé son examen desdites directives en octobre 2002 et a poursuivi les discussions à ce sujet en 2003.
3. À la réunion du Comité du 25 septembre 2003, certains membres ont exprimé l'avis que les Directives approuvées s'étaient avérées trop complexes compte tenu du nombre et du niveau des donations proposées et acceptées depuis décembre 2000, et ils ont demandé au Secrétariat de faire des propositions en vue de simplifier le processus avant de présenter ses recommandations au Conseil général.
4. À sa réunion du 1^{er} avril 2004, le Comité a à nouveau examiné la question et, compte tenu des observations formulées, a décidé d'examiner un texte modifié à sa réunion suivante.
5. Dans ce contexte, le Comité pourrait examiner la version modifiée du projet de texte révisé des Directives qui figure dans l'annexe I.

ANNEXE I

VERSION MODIFIÉE DU PROJET DE TEXTE RÉVISÉ

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES, DONS OU DONATIONS PROVENANT DE DONATEURS NON GOUVERNEMENTAUX

Étant donné que les contributions volontaires, dons ou donations (ci-après dénommés "donations") provenant de donateurs non gouvernementaux pourraient être utiles et que les Membres sont résolus à faire en sorte qu'aucun conflit d'intérêts ne survienne du fait de l'acceptation de telles donations, il est affirmé ci-après que le processus en ce qui concerne les donations sera régi par les directives ci-après.

1. Les donations proposées par des particuliers et des organisations ou fondations non gouvernementales à but non lucratif (donateurs non gouvernementaux) peuvent être prises en considération. Elles peuvent comprendre des donations "en nature", sous forme de biens ou de services; toutefois, l'accueil en détachement à l'OMC de personnel employé par des donateurs non gouvernementaux est interdit.
2. Les donations provenant de donateurs non gouvernementaux qui sont des organisations ou sociétés à but lucratif ne sont pas acceptées.
3. Les activités, les buts et les motivations des donateurs non gouvernementaux mentionnés au paragraphe 1 ne doivent pas être incompatibles avec les principes, les buts et les activités de l'OMC ni, comme il est indiqué plus haut, entraîner de conflit d'intérêts.
4. Les donateurs non gouvernementaux sont encouragés à faire des donations au Fonds global d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement en général, mais le donateur peut spécifier que sa donation doit servir à une ou plusieurs activités associées aux programmes de l'OMC.
5. Toutes les donations proposées provenant de donateurs non gouvernementaux sont notifiées au Comité du budget, des finances et de l'administration, qui examine les propositions dans les moindres délais. Le Directeur général n'accepte une donation proposée qu'après que le Comité a approuvé* la donation proposée et son (ses) utilisation(s) projetée(s). Il est reconnu que le Comité voudra peut-être envisager l'établissement d'un groupe de travail subsidiaire pour lui faire des recommandations sur les donations proposées.
6. La notification contient des renseignements détaillés concernant les activités, les buts et les motivations des donateurs non gouvernementaux mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus, ainsi que l' (les) utilisation(s) projetée(s) de la donation.
7. Toutes les donations acceptées provenant de donateurs non gouvernementaux sont versées à un fonds d'affectation spéciale et déboursées d'une manière qui tienne compte des objectifs généraux du Comité du commerce et du développement, du Mémoire d'accord établissant le Fonds global d'affectation spéciale et de toutes modalités additionnelles devant être établies aux fins du déboursement des ressources du fonds d'affectation spéciale.

* En vertu de l'article 19:1 du Règlement financier de l'OMC. Toutes les donations relevant d'un type régi par les présentes directives sont réputées entraîner des obligations financières supplémentaires pour l'OMC.

8. Les donations ne donnent pas aux donateurs non gouvernementaux le droit d'utiliser de quelque manière que ce soit le nom ou le logo de l'OMC.

9. Des renseignements détaillés concernant toutes les donations acceptées provenant de donateurs non gouvernementaux et leurs utilisations sont inclus dans le rapport budgétaire et financier du Directeur général sur les fonds extrabudgétaires.

ANNEXE II

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES, DONS ET DONATIONS PROVENANT DE DONATEURS NON GOUVERNEMENTAUX (WT/BFA/51)

(Version révisée du 21 novembre 2000)

*Étant donné que les contributions volontaires, dons ou donations (ci-après dénommés "donations") provenant de donateurs non gouvernementaux pourraient être utiles et que les Membres sont résolus à faire en sorte qu'aucun conflit d'intérêts ne survienne du fait de l'acceptation de telles donations, il est affirmé ci-après que les Membres de l'OMC prendront toutes décisions relatives à l'acceptabilité de telles donations et à leur utilisation. **Le processus** en la matière sera régi par les directives ci-après.*

1. Les donations proposées par des particuliers et des organisations ou fondations non gouvernementales à but non lucratif (donateurs non gouvernementaux) peuvent être prises en considération. Elles peuvent comprendre des donations "en nature", sous forme de biens ou de services; toutefois, l'accueil en détachement à l'OMC de personnel employé par des donateurs non gouvernementaux est interdit.
2. Les donations provenant de donateurs non gouvernementaux qui sont des organisations ou sociétés à but lucratif ne sont pas acceptées.
3. Les activités, les buts et les motivations des donateurs non gouvernementaux mentionnés au paragraphe 1 ne doivent pas être incompatibles avec les principes, les buts et les activités de l'OMC ni, comme il est indiqué plus haut, entraîner de **conflit d'intérêts**.
4. Toutes les donations proposées provenant de donateurs non gouvernementaux sont notifiées au Comité du budget, des finances et de l'administration, qui examine les propositions dans les moindres délais. Le Directeur général n'accepte une donation proposée qu'après que le Comité a approuvé* la donation proposée et son (ses) utilisation(s) projetée(s). Il est reconnu que le Comité voudra peut-être envisager l'établissement d'un groupe de travail subsidiaire pour lui faire des recommandations sur les donations proposées.
5. Toutes les donations acceptées provenant de donateurs non gouvernementaux sont versées à un fonds d'affectation spéciale unique et déboursées d'une manière qui tienne compte des objectifs généraux du Comité du commerce et du développement, du Mémoire d'accord établissant le Fonds global d'affectation spéciale et de toutes modalités additionnelles devant être établies aux fins du déboursement des ressources du fonds d'affectation spéciale. **Les donateurs non gouvernementaux sont encouragés à faire des donations au fonds d'affectation spéciale en général.** Le donateur non gouvernemental peut spécifier que sa donation doit servir à une ou plusieurs activités associées au Programme de coopération technique de l'OMC ou à d'autres activités de renforcement des capacités et de formation organisées sous l'égide de l'OMC qui ne relèvent pas du programme de formation financé sur le budget ordinaire. L'OMC déconseille vivement des affectations plus spécifiques. Les donations provenant de donateurs non gouvernementaux visées par les présentes directives peuvent également être utilisées pour d'autres activités que les Membres peuvent décider par consensus de faire financer par le biais du fonds d'affectation spéciale.

* En vertu de l'article 19:1 du Règlement financier de l'OMC. Toutes les donations relevant d'un type régi par les présentes directives sont réputées entraîner des obligations financières supplémentaires pour l'OMC.

6. Des renseignements détaillés concernant toutes les donations acceptées provenant de donateurs non gouvernementaux et leurs utilisations sont inscrits dans un registre public qui peut être facilement consulté, notamment sur le site Web de l'OMC sur Internet.

7. Les donations ne donnent pas aux donateurs non gouvernementaux le droit d'utiliser de quelque manière que ce soit le nom ou le logo de l'OMC.

8. Le Secrétariat de l'OMC fait régulièrement rapport au Comité du budget, des finances et de l'administration sur l'administration du fonds d'affection spéciale et sur l'utilisation effective des ressources du fonds.

9. Le Comité du budget, des finances et de l'administration entame un examen des présentes directives et de toutes modalités additionnelles établies aux fins de leur mise en œuvre en janvier 2003 au plus tard. L'examen est achevé dans les 12 mois suivant la date à laquelle il a été entamé.
